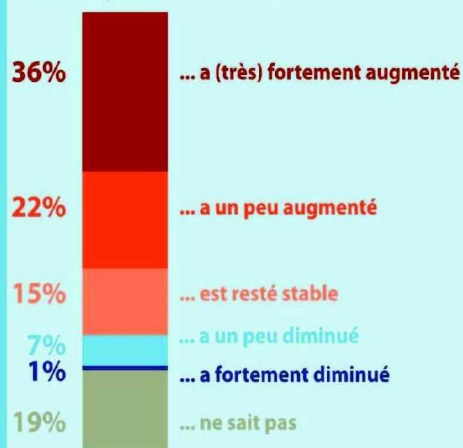


Moins pauvres parmi les pauvres

- L'extrême pauvreté a connu un net recul au cours des trois dernières décennies.
- Mais elle se concentre désormais sur le continent africain. Et les inégalités entre riches et pauvres continuent de se creuser.
- Les institutions qui ont pour but de l'éradiquer sont parfois contre-productives.

♦ Une personne est en situation précaire si elle touche moins de moins de 1,1 € par jour. Pensez-vous que depuis les années 1990, le nombre de personnes en situation d'extrême pauvreté dans le monde...



♦ A combien estimez-vous la part de la population mondiale en situation d'extrême pauvreté en 2015 ?



La pauvreté recule en ordre dispersé

A en croire la majorité des personnes sondées par le CNCD, la pauvreté continuerait à augmenter à l'échelle de la planète. La réalité est pourtant quelque peu différente. Selon la Banque mondiale, la population en situation d'extrême pauvreté a en effet très nettement diminué en trente ans.

Par "pauvreté extrême", on entend désormais des personnes disposant d'un revenu inférieur ou égal à 1,9 dollar par jour (1,75 euro) pour assurer leurs besoins vitaux. En 1990, environ 1,8 milliard d'individus – soit un tiers de la population totale – se trouvaient dans cette situation.

D'après cette institution basée à Washington, cette proportion est passée sous la barre des 10 % l'an dernier (lien), soit un peu moins de 800 millions de personnes; alors que dans le même temps la terre compte quelque 1,9 milliard de locataires supplémentaires. Ce qui constitue un indéniable progrès.

Oui, mais...

Tout irait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Pas tout à fait. Car ces chiffres doivent être remis en perspective. D'abord, parce qu'ils sont à prendre avec certaines réserves. La collecte des données dans les Etats les plus pauvres, où les structures administratives sont souvent défectueuses, est sujette à caution. Ils traduisent une tendance plutôt que des valeurs absolues.

Ensuite, comme le souligne la Banque mondiale, parce qu'ils ne doivent pas masquer d'autres réalités. Cette évolution positive est ainsi largement due au spectaculaire développement économique qu'ont connu les pays d'Asie, en tête desquels la Chine, l'Inde et l'Indonésie. Le revers de la médaille est que l'essentiel des pauvres parmi les pauvres sont dorénavant concentrés dans les pays d'Afrique subsaharienne (386 millions de personnes) et, dans une "moindre mesure", en Asie du Sud (256 millions de personnes).

Par ailleurs, il est évident que le fait de passer au-dessus de ce fameux seuil d'1,9 dollar/jour ne constitue en rien une assurance-vie. Les populations

concernées demeurent très vulnérables aux crises de toute nature telles qu'une catastrophe naturelle – on songe aux impacts déjà perceptibles du réchauffement climatique – ou une flambée du prix des denrées alimentaires.

Comme le relevait le Programme des Nations unies pour le développement en 2014, plus de 800 millions de personnes flirtent toujours avec la frontière de la misère, parmi lesquelles de nombreux travailleurs pauvres. Un phénomène qui affecte en particulier les femmes, les enfants et les personnes âgées et qui se traduit par un déficit d'accès à l'éducation et aux soins de santé. Le risque de rebasculer de l'autre côté de la barrière n'est jamais loin.

Une concentration des richesses

De son côté, Oxfam dénonce le creusement des inégalités économiques et la concentration des revenus dans les mains d'une minorité d'individus. En 2015, 62 personnes détenaient ainsi, selon l'ONG, une richesse équivalente à celle de la moitié de la population mondiale la plus pauvre. Un chiffre qui a de quoi interpeller, d'autant que ce mouvement s'est accentué depuis la crise économique.

Un constat partagé par l'OCDE qui, toujours en 2015, observait que "dans la plupart des pays, l'écart entre riches et pauvres n'a jamais été aussi grand depuis trente ans". Au sein des pays membres de cette organisation, "les 10 % des plus riches ont un revenu 9,6 fois supérieur aux 10 % des plus pauvres", alors que ce ratio était de 7 pour 1 dans les années 80. Un écart qui affecte négativement la croissance économique.

La Banque mondiale ne dit pas le contraire, en reconnaissant que si l'on veut atteindre l'objectif que s'est fixé la communauté internationale d'éradiquer la pauvreté d'ici à 2030, il faut "que la croissance profite aux plus pauvres". Mais elle nuance cependant le tableau, estimant que globalement les inégalités sont en recul à l'échelle globale.

Dans un récent rapport, elle note néanmoins que les écarts se sont creu-

sés dans 34 des 84 pays étudiés, les revenus des 60 % des plus riches augmentant plus vite que ceux des 40 % des plus pauvres entre 2008 et 2013. Et dans 23 pays, les revenus des franges les plus pauvres de la population ont même reculé. En outre, quand c'est le cas, l'augmentation des bas revenus reste modeste. En passant, la Banque mondiale souligne également que le partage de la prospérité s'est avéré moins bon dans les pays industrialisés à revenu élevé, citant notamment l'exemple de la Grèce...

Pour renverser la vapeur, elle plaide notamment en faveur d'investissements dans les infrastructures (construction de routes, de réseaux électri-

La Banque mondiale reconnaît que si l'on veut atteindre l'objectif que s'est fixé la communauté internationale d'éradiquer la misère d'ici à 2030, il faut "que la croissance profite aux plus pauvres".

ques) en zones rurales, la généralisation de la couverture médicale universelle, un accès universel à une éducation de qualité ou encore une fiscalité progressive et redistributive.

Des pistes qui rappellent le plaidoyer fait en 2012 par Olivier De Schutter, alors Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, en faveur de la mise sur pied d'un Fonds mondial pour la protection sociale.

Enfin, on gardera à l'esprit que la pauvreté n'est pas qu'un problème lointain. En 2014, plus de 120 millions de personnes, soit un quart de la population de l'UE, vivaient dans des ménages en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale, ce qui signifie qu'ils perçoivent moins de 60 % du revenu national moyen. En Belgique, ce risque concerne 21,2 % de la population.

Gilles Toussaint

Les pauvres, victimes de la Banque mondiale ?

La Banque mondiale poursuit deux objectifs : *“mettre fin à l'extrême pauvreté en l'espace d'une génération, et promouvoir une prospérité partagée”*. Elle s'engage par ailleurs à *“ne pas porter préjudice”* aux populations, ni à l'environnement lorsqu'elle finance des programmes de développement.

Tout cela est inscrit noir sur blanc dans ses statuts.

Pourtant, une étude menée l'année passée par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) et publiée dans *“Le Monde”* révèle qu'entre 2004 et 2015, les projets de la Banque ont directement affecté 3,4 millions de personnes – essentiellement au sein de populations vulnérables. Des pêcheurs, des fermiers, des membres de populations autochtones et des habitants de bidonvilles, expulsés de leurs logements ou éjectés de leurs terres par les autorités, afin d'y installer des infrastructures financées par l'institution basée à Washington.

Interpellée par le consortium, la Banque a commencé par contester les chiffres, avant de reconnaître qu'elle *“devait faire mieux”*. Elle a ensuite annoncé la mise en place d'une

nouvelle politique de protection des populations, censée contraindre les gouvernements à mettre sur pied des plans de réinstallation des populations avant de recevoir des fonds. Mais selon certains employés ou ex-employés de la Banque mondiale, cités par l'ICIJ, cette politique est encore plus favorable aux gouvernements. Toujours selon ces sources, les efforts consentis par le personnel de la banque pour s'assurer que les règles de protection sont bien respectées, passent par ailleurs bien après la mise en place des gigantesques projets qui sont subventionnés.

Le Consortium en veut pour preuve un rapport de 2014 interne à la Banque, qui indique que dans 60 % des cas étudiés, le personnel est incapable *“de documenter ce qui est arrivé aux populations après leur expulsion”*. Face aux protestations, la Banque mondiale a, à nouveau, annoncé en août 2016 la mise en place de nouvelles directives de protection des populations. Gageons qu'elles seront plus efficaces que les précédentes.

Valentin Dauchot